

L'économie de Mayotte en 2015 Un manque de visibilité qui pèse sur le développement

Attendue comme une année de transition devant permettre aux acteurs économiques de s'adapter aux nombreux changements structurels intervenus en 2014 (passage au statut européen de RUP, application de la fiscalité de droit commun), l'année 2015 se caractérise au contraire par un renforcement de l'attentisme, nourri, principalement, par un manque de visibilité des acteurs économiques et un climat social perturbé. Dès lors, l'Indicateur du climat des affaires (ICA) est resté morose toute l'année, se situant en dessous de sa moyenne de longue période. Paradoxalement, les indicateurs macro-économiques sont pour la plupart bien orientés. Dans un contexte de stabilité des prix, la consommation des ménages demeure dynamique confirmant son rôle de moteur de la croissance économique mahoraise. Les entreprises maintiennent des prévisions d'investissement favorables, dont les réalisations restent toutefois à confirmer. Le commerce extérieur enregistre une nouvelle hausse des importations. Malgré une offre toujours limitée, le marché de l'emploi poursuit sa « formalisation » avec l'augmentation de la demande d'emploi.

Hormis le commerce, dont l'activité bénéficie du dynamisme de la consommation, la plupart des autres secteurs enregistrent une activité en retrait. Les secteurs du BTP et de l'aquaculture sont particulièrement touchés par une dégradation de l'activité. Le constat reste également mitigé pour les services marchands et le secteur industriel, bien que la détérioration soit moins prononcée.

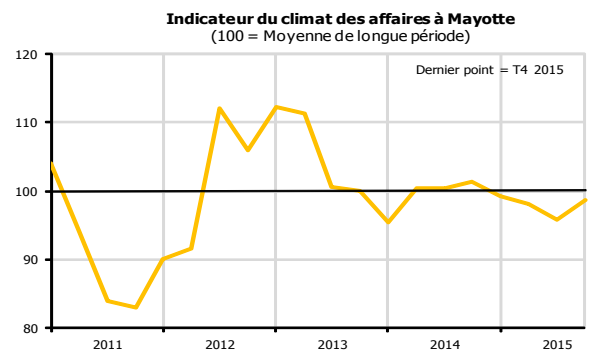
Dans ce contexte économique dans l'ensemble incertain, le financement de l'économie par le système bancaire reste bien orienté, soutenu par la bonne tenue des crédits accordés aux ménages et des crédits immobiliers des entreprises. Par ailleurs, l'épargne collectée reste vigoureuse. Enfin, la qualité du portefeuille des établissements de crédit locaux s'améliore avec un léger repli du taux de créances douteuses.

UNE ANNÉE DE PARADOXES

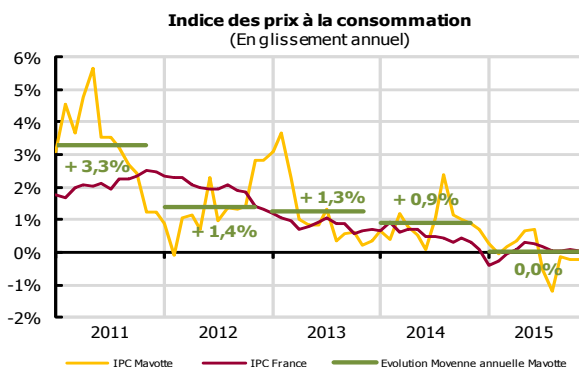
Un climat des affaires hésitant

L'ICA s'inscrit dans une tendance baissière dès le premier trimestre 2015 pour atteindre son point le plus bas de l'année au troisième trimestre. Malgré un léger rebond au dernier trimestre, il demeure en dessous de sa moyenne de longue période tout au long de l'année.

Cette évolution de l'ICA traduit le manque de confiance des chefs d'entreprise dans l'évolution de la conjoncture. En réponse aux hésitations dues à un manque de visibilité sur les perspectives à court terme, les entreprises adoptent un comportement attentiste.



Stabilité des prix



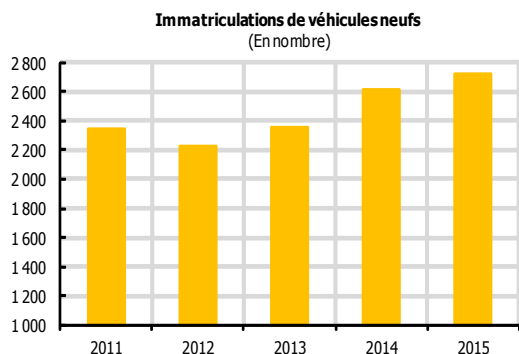
En 2015, tout comme en France, les prix sont stables en moyenne à Mayotte (après +0,9 % en 2014).

En revanche, de décembre 2014 à décembre 2015, l'indice des prix à la consommation recule de 0,3 % (contre +0,7 % en 2014). Ce repli s'explique par la diminution des prix des produits manufacturés (-1,0 %), de l'énergie (-1,0 %) et de l'alimentation (-0,4 %). La progression de 0,7 % des prix des services atténue cette baisse générale des prix.

Formalisation progressive du marché de l'emploi

Après une forte augmentation en 2014 (+56,0 %), le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) inscrits à Pôle emploi continue de s'accroître en 2015, pour atteindre 11 733 personnes (+12,5 %, données CVS). Cette hausse concerne les hommes (+17,7 %) comme les femmes (+8,2 %), et également toutes les catégories d'âge (+8,0 % pour les moins de 25 ans, +11,7 % pour les 25-49 ans et +13,1 % pour les plus de 50 ans). Le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) calculé par l'INSEE connaît également une franche augmentation au cours des dernières années. En 2015, il s'inscrit en hausse de 3,9 points par rapport à 2014 et se situe à 23,6 % de la population active. Mayotte comptabilise 13 900 chômeurs, soit 3 500 de plus qu'en 2014. Toutefois, selon l'INSEE, ces fortes hausses du nombre de DEFM A et du taux de chômage, sont à nuancer dans la mesure où elles sont « artificielles » car liées en partie à la formalisation progressive de la demande d'emploi à Mayotte. En effet, le marché du secteur privé se développant, de plus en plus de Mahorais s'inscrivent à Pôle emploi et font des démarches pour chercher formellement un emploi. Ainsi, le « halo » autour du chômage¹, qui est particulièrement élevé à Mayotte (deux fois plus élevé que le nombre de chômeurs) diminue-t-il, passant de 28 000 à 25 000 personnes en 2015. Au total, lorsque l'on ajoute le nombre de chômeurs officiel à celui du « halo », le nombre de personnes à la recherche d'un travail est stable sur un an.

Une consommation des ménages dynamique qui porte l'activité économique



Source : Préfecture de Mayotte, désaisonnalisé par l'IEDOM

À l'instar de l'année 2014, la consommation des ménages est dynamique tout au long de l'année 2015, malgré un léger ralentissement aux premier et troisième trimestres. L'opinion des commerçants sur leur activité est de ce fait clairement positive sur toute l'année, exceptée au premier trimestre.

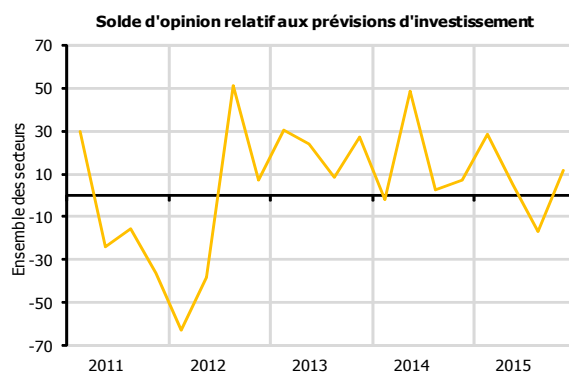
En outre, les indicateurs relatifs à la consommation des ménages s'améliorent sur l'année. Ainsi, les importations de biens d'équipement du foyer progressent de 10,8 % (données CVS) et celles de produits courants de 6,9 % (CVS). Les immatriculations de véhicules neufs s'inscrivent également en hausse de 4,2 % (CVS). L'encours bancaire des crédits à la consommation s'accroît toute l'année et affiche une augmentation de 12,4 %.

En revanche, la situation financière des ménages se dégrade : le nombre de personnes physiques interdites bancaires augmente de 6,0 % tandis que celui des retraits de cartes bancaires croît de 8,5 %.

Les entreprises maintiennent des perspectives d'investissement favorables

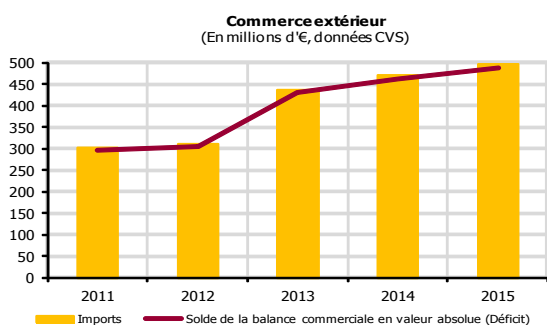
Malgré le contexte économique incertain, les chefs d'entreprise interrogés dans l'enquête de conjoncture maintiennent des prévisions d'investissement favorables sur un an. Ainsi, excepté la forte chute observée au troisième trimestre, le solde d'opinion relatif aux prévisions d'investissement demeure positif en 2015. Il est supérieur de 4,4 points à son niveau du quatrième trimestre 2014.

Toutefois, au regard de l'évolution des investissements en 2015, ces prévisions sont à analyser avec prudence et attendent confirmation au cours de l'année 2016. En effet, les investissements des entreprises sont mitigés dans l'ensemble. Si ces derniers sont bien orientés, ils sont portés essentiellement par des projets du secteur du commerce, émanant de grands groupes commerciaux de la place. Ainsi, l'encours bancaire des crédits à l'habitat des entreprises augmente de 8,7 %, participant au financement des projets d'extension et de développement dans le commerce, tandis que l'encours bancaire des crédits à l'investissement fléchit de 2,2 %. Par ailleurs, si les importations de biens d'équipement professionnel progressent de 16,8 %, celles de biens intermédiaires se contractent de 4,1 %.



Source : Enquête de conjoncture IEDOM, données CVS

Augmentation continue des importations



Source : Direction régionale des douanes, désaisonnalisées par l'IEDOM

Les importations poursuivent la tendance à la hausse de ces dernières années et affichent une nouvelle augmentation de 5,7 % en 2015 pour atteindre 497,4 millions d'euros (données CVS). Cette croissance est principalement portée par la progression des importations de biens d'équipement professionnel (+16,8 %), des biens d'équipement des foyers (+10,8 %) et des produits courants (+6,9 %).

Les exportations, toujours faibles et irrégulières, composées majoritairement de réexportations, s'élèvent à 8,3 millions d'euros en 2015 (+16,2 %).

Ainsi, le déficit structurel de la balance commerciale se creuse à nouveau en 2015 et croît de 5,5 % pour se situer à 489,1 millions d'euros.

1 Le BIT a fourni une définition stricte du chômage, mais qui ne prend pas en compte le fait que certaines personnes souhaitent travailler mais sont « classées » comme inactives, soit parce qu'elles ne sont pas disponibles rapidement pour travailler (deux semaines), soit parce qu'elles ne recherchent pas activement un emploi. Ces personnes forment ce que l'INSEE appelle un « halo » autour du chômage.

UNE ACTIVITÉ GLOBALE AU RALENTI

Le secteur aquacole en difficulté

Après une année 2014 où l'activité était déjà atone, la filière aquacole connaît en 2015 de lourdes difficultés organisationnelles qui limitent son développement tant sur le plan local que pour les exportations. Le secteur est d'ailleurs marqué par la disparition d'un de ses acteurs majeurs suite à une liquidation judiciaire. La filière d'exportations parvient tout de même à maintenir une activité, cependant très modérée. Seulement 17,3 tonnes de poissons d'élevage ont été exportées en 2015 (+19,4 % par rapport à 2014, mais -72,4 % par rapport à 2013).

Une activité en diminution mais bien orientée pour l'industrie agroalimentaire

L'activité dans le secteur de l'Industrie agroalimentaire (IAA) diminue par rapport à 2014 mais reste tout de même bien orientée, portée par la consommation. Le secteur bénéficie également de prévisions d'investissement favorables de la part des chefs d'entreprise. Les importations de produits des IAA continuent de s'accroître (+23,2 %). Les chefs d'entreprises prévoient une activité plutôt stable au premier trimestre 2016.

Une activité industrielle faible

L'activité industrielle est particulièrement faible en 2015, du fait notamment du ralentissement observé au premier et au troisième trimestre. Les timides regains observés aux deuxième et quatrième trimestres n'ont pas permis de la relever significativement. Les prévisions pour le premier trimestre 2016 sont également pessimistes. Les chefs d'entreprise anticipent une nouvelle diminution de leur volume d'activité.

Une activité dégradée pour le BTP

En 2015, l'activité dans le secteur du BTP est affectée par le manque de visibilité des chefs d'entreprise sur l'évolution de la commande publique et donc, par ricochet, sur leur carnet de commandes. L'opinion des professionnels du secteur se caractérise par l'incertitude et le manque de confiance. Ils jugent ainsi leur activité dégradée toute l'année, avec toutefois des améliorations très légères en fin d'année. Les prévisions sont un peu plus optimistes puisque les chefs d'entreprise espèrent un arrêt de la dégradation de leur activité au premier trimestre 2016. Le secteur du BTP reste dans l'attente d'une relance significative de la commande publique, seul levier susceptible d'amplifier son volume d'affaires. Les entreprises déplorent également un allongement des délais de paiement avec des conséquences néfastes sur leur trésorerie. Elles redoutent également une adaptation difficile aux évolutions législatives et fiscales qui apparaissent comme des contraintes supplémentaires pour le secteur.

Pour sa part, la demande privée continue de progresser, bien qu'elle soit toujours limitée et représente une faible part dans l'activité du secteur. Ainsi, l'encours bancaire des crédits à l'habitat des ménages s'inscrit-il en hausse de 10,1 % (après +7,8 % en 2014).

Bonne tenue de l'activité du commerce

Dans la lignée de 2014, le secteur du commerce a poursuivi sa croissance en 2015, sous l'impulsion d'une consommation des ménages dynamique. Le léger fléchissement observé au premier trimestre n'empêche pas la progression de l'activité sur le reste de l'année, notamment aux deuxième et quatrième trimestres. Dans ce contexte, les intentions d'investissements sont favorablement orientées. Ces derniers prévoient également une bonne tenue de leur activité pour le premier trimestre 2016.

Une activité des services marchands mitigée

Après un recul de l'activité en 2014, les chefs d'entreprise des services marchands déplorent un volume d'affaires relativement faible malgré un léger redressement en fin d'année. Leur pessimisme touche notamment leurs prévisions d'investissement qui sont particulièrement détériorées. Le début de l'année 2016 ne leur apporte guère de perspectives puisqu'ils tablent sur une nouvelle détérioration de leur activité au premier trimestre 2016.

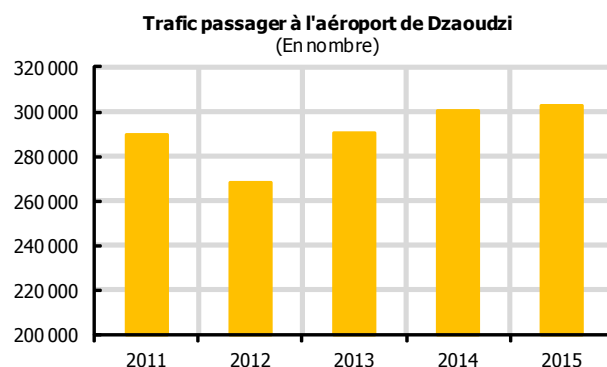
Le secteur touristique poursuit ses efforts de promotion

Comme depuis plusieurs années, le comité du tourisme, accompagné des professionnels du secteur, poursuit en 2015 les efforts pour valoriser la destination de Mayotte, à travers des actions au niveau local mais également par des participations à des événements nationaux et internationaux.

Le développement de l'activité touristique demeure cependant affecté par des difficultés liées à une offre d'hébergement limitée, mais surtout par une image du Département dégradée à cause des problèmes d'insécurité croissante chaque année.

Les actions de promotion menées, qui font face à ces obstacles, tardent ainsi à apporter les effets escomptés sur l'activité touristique.

En 2015, alors que le nombre de vols reste stable, le trafic passager augmente légèrement par rapport à 2014 (+0,8 %, CVS).



Source : Aéroport de Mayotte, désaisonnalisé par l'IEDOM

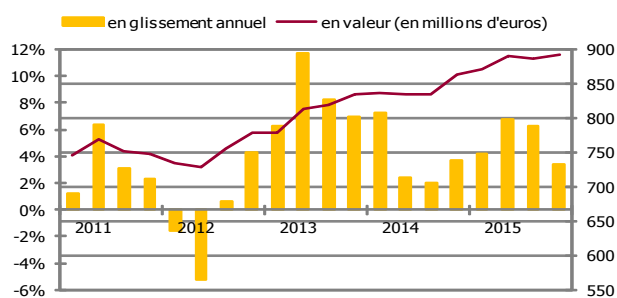
UNE ACTIVITÉ BANCAIRE BIEN ORIENTÉE

Une collecte d'épargne qui se renforce

Après une année 2014 particulièrement dynamique (+12,0 %), les actifs financiers détenus par les agents économiques mahorais poursuivent leur croissance (+7,5 %) et s'établissent à 501,4 millions d'euros au 31 décembre 2015. Contrairement à l'année 2014 où ils avaient porté la hausse des dépôts, les placements liquides ou à court terme augmentent de manière plus modérée (+2,2 %) et s'élèvent à 169,9 millions d'euros. Avec 249,4 millions d'euros collectés, les dépôts à vue connaissent la plus forte croissance annuelle (+10,6 %). Enfin, l'épargne à long terme confirme sa tendance haussière (+9,9 % après +10,7 % en 2014) pour un total de 82,2 millions d'euros collectés.

Un financement dynamique de la consommation et de l'habitat

Évolution de l'encours de crédit sain de l'ensemble des établissements de crédit



Source : IEDOM, Surfi

L'encours brut total des crédits consentis à l'économie par l'ensemble des établissements de crédit (installés ou non localement) progresse de 4,0 % (soit +36,4 millions d'euros) et s'établit à 949,3 millions d'euros fin 2015 (après +3,2 % en 2014 et +6,7 % en 2013). L'encours de crédits sains s'accroît dans les mêmes proportions (+3,4 %) pour atteindre 893,0 millions d'euros.

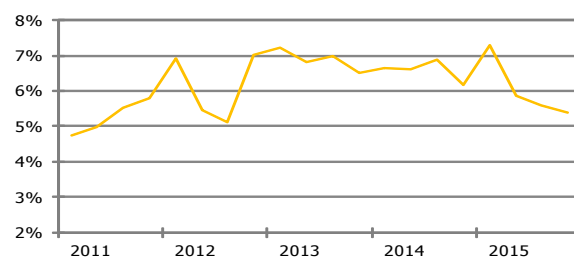
La forte hausse des crédits à la consommation constatée en 2014 (+14,0 %) se poursuit en 2015 (+12,4 %). Ces derniers, qui s'élèvent à 149,6 millions d'euros, portent l'économie mahoraise sur l'année. Parallèlement, la croissance des crédits à l'habitat des ménages (168,7 millions d'euros) et des crédits immobiliers consentis aux entreprises (72,1 millions d'euros) reste vigoureuse avec respectivement, +10,1 % et +8,6 % sur un an.

En revanche, l'encours des crédits d'investissement des entreprises se contracte, après un ralentissement en 2014 (-2,2 % après +4,7 % en 2014 et +17,2 % en 2013). Il s'élève à 265,7 millions d'euros fin 2015 et représente 73,1 % des crédits accordés aux entreprises.

Une légère diminution de la sinistralité

Dans la continuité de l'année précédente, les créances douteuses brutes portées par les établissements de crédit de la place reculent de 8,0 % sur un an et s'établissent à 40,3 millions d'euros contre 43,8 millions en 2014. La qualité du portefeuille des établissements de crédit locaux s'améliore ainsi légèrement avec un taux de créances douteuses de 5,4 %, en repli de 0,8 point sur un an. Après une hausse de 6,3 points en 2014, le taux de provisionnement se contracte fortement (-8,3 points) pour atteindre 37,2 % au 31 décembre 2015.

Taux de créances douteuses brutes des établissements de crédit installés localement



Source : IEDOM, Surfi

2016, ANNÉE DE RELANCE DE L'ACTIVITÉ ?

Si l'analyse de la conjoncture économique en 2015 fait ressortir les inquiétudes des acteurs économiques et le manque de confiance en l'évolution de la conjoncture à court terme, l'année 2016 comprend des raisons de croire en une possible relance de l'activité, mais contient également des risques susceptibles de maintenir l'économie du Département dans une situation de fragilité.

Les chefs d'entreprise prévoient une amélioration au premier trimestre 2016, mais restent toutefois prudents en la jugeant modérée. Le principal enjeu en 2016 réside dans la relance de la commande publique à travers, entre autres, la mise en œuvre effective du contrat de projet État-Région et des programmes opérationnels sur fonds européens. Par ailleurs, soutenus par une activité bancaire en progression, les entreprises devraient confirmer la réalisation effective de leurs prévisions d'investissement et les ménages maintenir le dynamisme de leur consommation. La conjugaison de ces éléments pourrait stimuler l'activité globale et la mener vers une relance significative.

Cependant, à côté de ces attentes cohabitent des obstacles non négligeables capables de mettre à mal le scénario de relance. Le véritable risque porte sur la faiblesse des finances des collectivités locales ainsi que sur leur capacité de maîtrise d'ouvrage. Ces difficultés posent un réel questionnement sur leurs facultés à porter effectivement les projets et ainsi relancer la commande publique. Cela va de pair avec la nécessité d'arrêter clairement les priorités politiques sur les projets à mener et d'en définir les échéances afin que les acteurs économiques puissent avoir une meilleure vision et retrouver la confiance. En outre, l'évolution du climat social, assez perturbé en 2015, ainsi que l'insécurité grandissante à Mayotte, constituent également des freins à la croissance économique.

De ce fait, 2016 apparaît comme une année de fortes incertitudes où l'activité peut se relancer si les efforts nécessaires sont réalisés ou demeurer au ralenti dans le cas contraire.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : H. GONSARD – Responsable de la rédaction : Y. MAYET

Éditeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : avril 2016 – Dépôt légal : avril 2016 – ISSN 1952-9619